



Bulletin anarchiste de Paris et sa région

LUCIOLES

Gratuit/Prix Libre • lucioles@riseup.net • juillet/août 2012

Lucioles est un bulletin qui paraît tous les deux mois, on peut y lire des textes d'analyse et d'agitation autour du Nord-Est de Paris et de son quotidien dans une perspective anarchiste. Nous y parlons des différentes manifestations d'insoumission et d'attaques dans lesquelles nous pouvons nous reconnaître et déceler des *potentialités* de rupture vis-à-vis de l'État, du capitalisme et de la domination sous toutes ses formes en essayant de les relier entre elles et au quotidien de chacun. Nous n'avons pas la volonté de représenter qui que ce soit, ni de défendre un quelconque bout de territoire en particulier qui n'est qu'un modèle réduit de ce monde de merde.

« Les lucioles on les voit parce qu'elles volent la nuit. Les insoumis font de la lumière aux yeux de la normalité parce que la société est grise comme la pacification. Le problème, ce ne sont pas les lucioles, mais bien la nuit. »

IN
GOVERNABLES!

Qu'ils
s'en
aillent

(vraiment)

tous!

« A bas l'État », « Gauche – Droite = même arnaque », « Détruisons le pouvoir ». Ce sont des mots qui, parce qu'ils ont été inscrits par des mains déterminées sur les façades de diverses permanences électorales à Paris et en province, accompagnés de bris de vitrines, ne sont pas de banals slogans à secouer comme des hochets pour militants mais des idées toujours vivantes, c'est-à-dire actives, et offensives. Car la vie ne se résume pas à nos yeux au faux choix entre choisir ses maîtres et végéter dans une abstention molle et indifférente. Ni même à vociférer pendant des mois, plein d'indignation, pour la venue d'une démocratie « réelle » ou « directe ». On pourrait le faire pendant des années et des siècles, que les mauvais jours ne finiraient toujours pas. Et nous voulons précisément en finir avec cette vie de merde.



En finir avec la politique pour laquelle, tout comme pour l'économie, nous ne sommes que des chiffres à lister, à rayer, à compter, à radier, à embrigader, à écraser, à insérer, à jeter, à dresser. Pour laquelle ne devons être dociles, ou bien indésirables. Citoyens, ou « barbares ». Électeurs, ou « irresponsables ». Pour laquelle nous devrions désigner des représentants, des experts, des portes-parole, des chefs, des maîtres, des élus. Grappiller quelques miettes du gâteau pour les plus opportunistes, rester dans la fange pour la quasi-totalité. La politique est née avec le travail et l'esclavage, avec l'État et l'argent, avec les guerres et les conflits pour le pouvoir et la domination. Elle est la gestion et la conservation, en une multitude de variantes, de cette somme de rapports pourris qu'on appelle Société. En quoi pourrait-il être intéressant, pour nous qui voulons être libres, de nous l'approprier, ou de nous la « ré-approprier », comme le théorisent ceux qui nous font l'offense de décréter que nos rêves devraient s'arrêter à l'acceptation de ce monde ? Nos rêves ne s'arrêtent pas au moins-pire-possible, ni au moindre mal.

La rage est là. Difficile de le nier, impossible de ne pas la voir, de passer à côté. La diarrhée médiatique aura beau se déverser en flots continus afin de saturer les cerveaux, d'assister comme il se doit (la société les paye pour ça) la tâche des dominants, à savoir faire en sorte que rien ne change fondamentalement dans ce monde. Que chacun reste à sa place, rentre au plus profond de sa gorge ses passions, ses colères, ses révoltes, ses intentions d'en découdre, jusqu'à les faire moisir puis les recracher sous forme de bulletin de vote dans l'isoloir. Là où elles s'éteindront dans un long sommeil, rythmé par la passivité, la résignation, à peine consolé par le sentiment toujours incompréhensible d'avoir fait « son bon devoir de citoyen », par la conviction illusoire d'avoir « fait passer un coup de gueule ». Nous ne parlerons même pas, dans cette vaste blague politique, de la soif de pouvoir qui agite quelques esprits frustrés et vaniteux. Quand bien même le pouvoir serait à portée de main, notre premier réflexe serait de lui cracher encore plus violemment à la gueule. Qu'il soit estampillé de « Front de Gauche » à « Front National » (qui ne sont que la même canaille qui se regarde dans un miroir), ils veulent tous le pouvoir, et nous voulons sa destruction totale.

Nos désirs ne rentrent dans aucune urne, dans aucun programme unifiant et uniforme, dans aucun parti, car la révolution n'a jamais été l'affaire des partis. Notre révolte ne se conjugue pas en mode « démocratique », nos mauvaises intentions et passions ne se laisseront pacifier, ni par la carotte des promesses et de la délégation, ni par la menace des triques et des barreaux, les deux revers de la pâle pièce démocratique.

Soyons incontrôlables, ingérables, ingouvernables !

Ingouvernables...

Contre le cirque électoral



Nous vivons bien en démocratie, pas de doutes là-dessus. Les personnes qui subissent de plein fouet l'exploitation du travail, les premiers à en pâtir lors des "restrictions budgétaires" sont aussi les premiers à se ruer dans les bureaux de vote comme des esclaves jouant des coudes pour retourner aux champs de coton. Tout le monde a son mot à dire, chacun se bat pour sa place de parking, les fous sont en taule et il y a toujours quelqu'un pour s'occuper des corvées. Tout va si bien, se dit le cloporte, à qui la démocratie va si bien!

Ici et là, cependant, éclate la rage, de façon individuelle ou collective, de façon plus ou moins ciblée.

Les élections sont passées, Flamby a gagné contre Guignol, hurra, youpi. On a ressorti le drapeau tricolore dont la seule véritable couleur est le rouge sang, on a dansé et fait la fête quelques heures en s'auto-persuadant que tout ira mieux, on a surmonté toutes les divisions, exploités contre exploités et oppresseurs contre révoltés, au profit de l'unité nationale. Combien de temps faut-il à une illusion pour s'estomper? À l'oasis dans le désert pour apparaître sous sa véritable forme, la horde déchaînée de sadiques apprêtés, d'assoiffés de pouvoir en costard ou en uniforme, un océan de larmes de tristesses, d'effrois d'ennui. Combien de temps faudra-t-il à chacun pour voir ce monde tel qu'il est? Pour cesser de tourner la tête devant l'avisement de la misère, pour identifier les ennemis clairement et mettre leur pouvoir de mort en pièce?

Ici et là, comme nous le disions, il y a eu quelques sursauts de vie, quelques coups rendus avec les moyens du bord contre ces élections de merde qui nous endorment et ces saletés de politiciens qui voudraient nous faire croire que la liberté consiste à choisir son maître tous les cinq ans et à crever un petit peu tous les jours.

Aux quatre coins de la France, des anonymes ont fait le choix de ne pas participer à la mascarade, mieux encore, d'autres ont fait le constat que la liberté ne serait pas recouverte par une suite d'abstentions et de refus passifs, mais que prendre l'offensive, chacun à son échelle, c'est déjà y contribuer grandement et commencer à caresser ses désirs avec fierté, c'est être ingouvernables. Petit panorama non exhaustif :

Dés **février**, des cocktails molotov sont lancés dans le local UMP de Marmande, mais le feu ne prend pas assez. A Tours, c'est une quinzaine de parpaings qui obstruent l'entrée du local PS alors qu'à Charenton-le-Pont, c'est de la merde et de la pisse qui recouvrent la permanence socialiste.

En **mars** aussi, à Chalon, les vitres de l'UMP sont défoncées par des jets de pavés. Même traitement pour les vitrines du local Front de Gauche d'Issy-les-Moulineaux, et pas mieux pour le local UMP de Vannes.

En **avril**, la permanence du PS de Charenton-le-Pont déjà recouverte de merde en février, est à nouveau ciblée, cette fois c'est la banderole signalétique qui a été arrachée et le mur sur lequel elle était fixée qui a été dégradé. Les auteurs ont également pénétré dans le local où du mobilier a été joyeusement mis à terre. A Saint-Caradec, les affiches des dix candidats sans exception



sont maculées de peinture sur les panneaux électoraux alors qu'à Lannion, la vitrine de l'UMP vole en éclat. A Roanne, un extincteur est projeté à l'intérieur du local du PS ne laissant aucune chance à sa vitrine tout juste réparée après avoir subi des coups de feu, deux personnes sont malheureusement arrêtées et condamnées à 4 mois de prison avec sursis et 70 heures de travaux d'intérêt général et devront également payer 1 384 euros. A Gap, des tags et des crachats sont offerts à la permanence UMP. A Besançon, les flics arrêtent trois personnes accusées d'avoir agressé des militants UMP le soir du premier tour des élections et d'avoir joliment cramé le drapeau français qu'ils arboraient fièrement. Les trois "de la mouvance anarchiste" d'après les flics, comparaitront pour outrage au drapeau et risquent une amende de 1500 euros.

Le premier **mai**, des tags d'insultes sont apposés sur la façade du local UMP de Saint-Étienne. A GAP, le local UMP perd ses vitres dans un grave accident de pierres. Les pierres de mai succèdent aux tags et crachats d'avril, le surlendemain de l'inauguration du local, et aux

Quelques pavés solidaires dans les urnes

Les reconnaissez-vous ces visages souriants qui recouvrent les murs ? Ils sont dans toutes les têtes. On pourrait croire qu'ils veulent nous vendre de la lessive ou la dernière merde industrielle. En fait, ils veulent être nos représentants. Ils veulent capter nos aspirations, nos désirs, nos luttes pour les enfermer dans les cages de la loi, pour les noyer dans les sables mouvants de la démocratie. Ils veulent être élus, ils veulent être chefs. Ce n'est pas le moindre des problèmes.

Nous voulons un monde sans maîtres ni esclaves, sans états ni patrons. Nous ne voulons pas voter pour le moins pire, nous ne voulons pas voter du tout. Pendant qu'ils font voter les morts, on crève toujours du boulot ou dans la rue, assassiné par les flics ou les patrons. De droite comme de gauche, les élus portent sur leur costard toute la violence de l'Etat et de l'exploitation : la guerre, la prison, le quadrillage de nos vies. Nous ne leur pardonnerons pas.

Alors au passage de quelques permanences électORALES, un coup de vent a frappé. Pas un ouragan, juste une brise qui perce les vitrines, un chuchotement qui devient un éclat de voix, un éclat de verre pour exprimer notre aversion du pouvoir et de ses apôtres.

Nous ne votons pas mais nous n'oublions pas les urnes, ni ceux qui sont dedans. Après le "fameux débat de l'entre-deux tour", nous ne pouvions pas rester indécis plus longtemps.

Pour aérer leur permanences nous avons pratiqué de nouvelles ouvertures dans les vitres des locaux de l'UMP et du PS situés rue Lefèvre, du docteur Goujon, et de la cour des noues à Paris. Sur le dernier on peut y lire "Gauche, droite même arnaque", "détruisons le pouvoir" et "A bas l'Etat !" Solidarité avec les 6 camarades qui passent en procès anti-terroriste du 14 au 22 mai.

Des marteaux sans faucilles

[Communiqué repris de Indymedia Nantes, 4 mai 2012.]





jets d'œufs quelques heures après l'annonce des résultats du 1er tour de la présidentielle. « C'est toujours le côté de la vitre où est affiché le portrait de Nicolas Sarkozy qui est visé », faisait remarquer Alexandre Mougin, responsables des jeunes UMP, qui n'a pourtant toujours pas compris le message.

A Dijon, la même nuit, ont été simultanément attaquées les permanences PS et UMP, l'une voit toutes ses vitrines brisées, l'autre se voit recouverte de peinture et de tags. Le soir du débat entre les deux candidats, simultanément à Paris dans le XXe, deux locaux du PS sont défoncés et un local UMP dans le XIIe. Sur l'une des trois permanences on peut lire les tags: "Gauche, droite même arnaque", "détruisons le pouvoir" et "A bas l'Etat!" [Voir le communiqué en page précédente].



Près de Grenoble, un incendie s'est déclaré dans un local technique du relais téléphonique TDF de la Tour-Sans-Venin, sur la commune de Seyssinet-Pariset. Ce sabotage a causé d'importantes perturbations sur le réseau Bouygues dans le bassin grenoblois, sur le réseau SFR dans une partie du nord-Isère, ainsi que sur certaines zones de réception du réseau de télévision hertzien de la



région grenobloise, interrompant la retransmission du deuxième tour des élections pendant deux heures (en 2000, un sabotage de ce même relais avait perturbé les retransmissions télévisées le soir de la finale de football de l'Euro opposant la France à l'Italie). Le même jour de deuxième tour à Marseille, deux murs en parpaing ont été dressés devant les entrées d'une école primaire abritant deux bureaux de vote, un tag est laissé sur place: « Je mure utile, ce tombeau sera votre tombeau » alors que dans sept autres bureaux de vote de Marseille, des serrures ont été goudronnées et des portes siliconées pour saboter la procession démocratique. Même jour, du remue ménage à la permanence PS d'Aix-en-Provence où le système de fermeture a été « saccagé », « rendant l'accès à la permanence impossible », puis le soir de la victoire de Hollande à la présidentielle, la vitrine détruite par un projectile. Un jour plus tard, c'est la vitrine de la permanence du PCF-Front de Gauche d'Issy-les-Moulineaux qui est à nouveau brisée par des jets de pierre, quatre pavés provenant d'un chantier situé à proximité ont été retrouvés à l'intérieur du local. Le local du PS du Ve arrondissement de Paris est aussi défoncé pour fêter sa victoire. La permanence UMP de Chalon est à nouveau défoncée, parce que ça fait pas de mal, et un tag "A mort Sarko" avec un A de Anarchie est laissé sur place pour lui souhaiter un bon départ alors que le local PCF de Saint-Girons est lui aussi attaqué, ses vitres ne résistant pas au choc.

Parce qu'on les oublie trop souvent, à Aix-en-Provence, le local des Verts est pris pour cible, les affiches ont été arrachées, les logos et les panneaux aussi, la vitre a été cassée. Puis cerise sur le gâteau, et parce que jamais deux sans trois, La permanence PCF-Front de gauche d'Issy-les-Moulineaux est défoncée pour la troisième fois, mais quand comprendront-ils enfin?



Ne votez jamais...



Nous nous plaisons à nous envisager tels des hommes et des femmes libres, entier/es et indivisibles, que l'on ne peut couper en petits bouts pour ranger dans les tiroirs institutionnels de l'Etat ou les tiroirs caisses des patrons et autres propriétaires. Mais il n'est pas difficile de se rendre compte que tout cela n'est qu'une illusion de plus. Le fait est que nous ne parvenons pas à nous appartenir à nous mêmes. Nous sommes possédés par des maîtres, à coup de fric et de temps. Notre temps est morcelé en petits bouts au loisir des politiciens, des publicitaires, des flics, des juges, des « aides » sociales, des patrons, de la médecine, des

communautés et des familles. Tous s'allient à un moment ou un autre, de façon consciente ou non, pour nous diviser, nous monter les uns contre les autres, nous représenter de force, nous dépouiller, nous enrégimenter, nous analyser, nous menacer, nous acheter et nous vendre, ou plus basiquement, nous matraquer.

Les politiciens sont de ceux qui nous achètent au meilleur prix pour nous revendre au rabais, ils sont de ceux qui nous humidifient les yeux avant de nous violer le temps de cerveau disponible. Ils prétendent représenter nos aspirations en nous les dictant, un pistolet social sur la tempe. Contre un bulletin de vote, ils nous promettent des oasis dans les tempêtes de sable de nos existences, dans le désert de faux-semblants et de misère qui peuple lamentablement nos vies ennuyées.

Bientôt, une nouvelle échéance électorale, la foire d'empoigne, l'hégémonie absolue des marchands de tapis idéologiques. Mais qui est encore assez con pour y croire sincèrement ? Qui est encore assez con pour aller voter le cœur battant comme on se rend à un premier rendez-vous amoureux ?

A peu près personne, on va voter comme d'autres vont pointer, on va voter comme on va travailler, on va voter comme on va remplir ses déclarations d'impôt : dans l'ennui le plus total ou en baissant les yeux et en se détestant.

Certains sont ouvertement les représentants de la bourgeoisie, certains autres prétendent représenter les pauvres et les dominés, mais rien ne ressemble plus à un représentant de la bourgeoisie qu'un représentant des pauvres.

Aucun candidat ne représentera jamais notre soif de ne plus être représentés, aucun d'entre eux ne pourra jamais représenter fidèlement deux individus à la fois. Aucune élection ne pourra jamais nous rendre libre, nous rendre nos vies. Voter *pour qui* ou *pour quoi* n'est pas la question, la question est *pourquoi voter* ?

Aux prochaines élections, comme à toutes les autres auparavant, nous nous abstenons, et nous inviterons tout un chacun à faire de même, à ne pas participer à son propre esclavage. Seulement, il ne s'agit pas seulement de s'abstenir ou de désertier les urnes, il s'agit de toutes les brûler et de mettre le feu à ce monde qui nous avilit et nous dégrade, de se réapproprier nos vies, nos corps et notre dignité, et si l'intelligence ne suffit pas, la force fera l'affaire. Révolution.

**Attaquons tout ce qui nous rend faibles
et nous dépossède de nos propres vies
Libérons nous de la politique**

Des anarchistes

[Tract distribué pendant les deux tours des élections à Belleville]

En bref..

- Fin mars à Corbeil-Essonnes, dans la cité des Tarterêts, quelques policiers de la BAC se pensant malins patrouillent dans une voiture banalisée. Là, ils sont pris d'assaut par une trentaine de personnes, qui leur balancent diverses choses, dont de beaux gros parpaings. Un ou plusieurs de ces cadeaux atterrit dans la vitre de la voiture qui explose, blessant un keuf aux yeux. Des renforts seront nécessaires aux policiers pour reprendre l'avantage et arrêter une personne.

- Vandalib', suite. Dans la nuit du 5 au 6 avril dernier à Créteil (Val-de-Marne), six voitures du dispositif Autolib' sont volontairement aspergées d'essence et livrées aux flammes, tandis que les bornes de la station sont également brisées. Cette attaque serait une réponse à de récentes descentes de la police dans le quartier. Un jour avant, des affrontements avaient eu lieu contre les flics venus faire un contrôle, et deux d'entre eux étaient restés blessés dans la mêlée, à laquelle de nombreux habitants du coin s'était joints.

- Le 18 avril dernier à Bagnole, deux véhicules de la Croix-Rouge, qui participe à la gestion des camps de rétention pour étrangers et des zones d'attente avant l'expulsion, sont incendiés. Plus tard un communiqué revendique l'attaque et conclut en ces termes : « Face au terrorisme d'État, continuons de propager la révolte et nos mauvaises intentions. ». Une manière parmi d'autres de montrer que ni flics, ni justice, ni prison ne pourront étouffer nos révoltes, à l'heure où six camarades sont passés en procès sous juridiction antiterroriste du 14 au 22 mai, accusés notamment de tentative d'incendie contre un véhicule de la police, de sabotage contre les voies ferrées, de transport de fumigènes artisanaux...

Grève des matons ? Feu aux prisons !

Parfois, résonnant à travers les barreaux des cellules de prison, on peut entendre crier « Allez les deux ! » ou un équivalent tout aussi sarcastique : « Allez les bleus ! ». Les supporteurs sont alors les prisonniers observant de loin le duel opposant les gendarmes ou les flics aux matons qui bloquent l'accès de la prison. Il s'agit alors de signifier qu'entre les chiens du ministère de la Justice et ceux du ministère de l'Intérieur, il n'y a évidemment personne à soutenir, mais que s'ils pouvaient s'entre-tuer dans la (fausse) bataille, ce serait toujours ça de pris. Ce genre de blocage existe depuis longtemps et revient fréquemment, surtout depuis début avril, où les matons commencent à multiplier des actions un peu partout en France. Blocage des prisons, manifestations, pétitions, grèves, rassemblement à Paris, devant la Santé ou le ministère de la Justice.

Principalement appelés par FO et la CGT, les blocages de prison se veulent «symboliques et non-violents», mais ils ont de nombreuses conséquences, d'autant plus lorsqu'ils s'étalent sur

plus de six semaines, à raison parfois de deux actions par semaine. Pas tant pour l'employeur de la matonnerie, le ministère de la Justice au travers de l'Administration Pénitentiaire, que pour les prisonniers eux-mêmes. Curieuse ironie de l'histoire : la grève, ou du moins la lutte passant par la cessation de travail, autrefois le symbole d'un refus des travailleurs de continuer à faire tourner la machine productive dans des conditions jugées inacceptables, et ainsi, de faire chier le patron en entraînant des pertes de chiffre d'affaire, est dans ce genre de cas tout le contraire. L'administration pénitentiaire et le ministère de la Justice se foutent bien de quelques blocages très limités dans le temps, car les matons n'ont pas le droit de faire grève (ils touchent pour cela une prime spéciale), et seuls ceux qui sont en repos ou en congé participent aux actions. Les détenus restent entre quatre murs,

c'est tout ce qui compte. En revanche, lorsque la taule est bloquée, ça se traduit par une somme d'emmerdements pour les détenus : pas de parloirs, pas de douches, retard du courrier, pas d'extractions ni de visites médicales, suspension des « promenades » et des activités (sport, bibli...). Ce qui veut dire moisir dans la cellule toute la journée.

Lorsque les matons parlent de « surpopulation carcérale » (aujourd'hui la barre des 67 000 prisonniers est franchie), ce n'est jamais dans l'optique de vider les prisons, mais pour demander plus d'embauches, plus de moyens (en termes de salaires mais aussi en terme d'équipements sécuritaires pour la prison et pour eux-mêmes) et parfois, la construction

de nouvelles prisons. Ces revendications, émanant de larbins vis-à-vis desquels il y a déjà des claques qui se perdent, aboutiraient donc à semer encore plus ce monde de murs, de barbelés et de barreaux, mais aussi à piocher abondamment



dans la fameuse et nombreuse « armée de réserve du capital » (les chômeurs) pour en faire des gardes-chiourme au service de l'Etat.

Quand on sait en plus la facilité qu'ont ces salauds à provoquer directement la colère des détenus et à leur pourrir la vie, par une multitude de petites humiliations autant que par le tabassage pur et simple, on sera d'autant plus enragé par leur faux chantage à l'explosion toujours imminente des prisons afin de pousser l'AP à accroître le nombre d'uniformes. Feignant de comprendre et de compatir à l'exaspération des détenus, les matons en profitent pour...demander plus de matons.

Que notre colère noire puisse exploser des deux côtés des murs et les emporte, eux, l'AP toute entière, la justice, l'Etat et ses taules !

Et pour inspirer et encourager notre rage, quoi de mieux que les faits eux-mêmes :

Mi-mars, à Lorient, un surveillant voulant sonder les barreaux est blessé par un détenu. Le **10 avril**, une mutinerie éclate dans la taule de Vezin-le-Coquet (Rennes) ; des détenus frappent un maton et lui subtilisent ses clés pour ouvrir les autres cellules, du produit vaisselle est répandu au sol pour freiner l'avancée des ERIS, des caméras de surveillance sont pétées, un incendie démarre. Après la répression de cette révolte, la justice isole quatre détenus, les accusant d'être les « meneurs » de la mutinerie, et les condamne à de lourdes peines (de un à cinq ans fermes). **Fin avril**, à Béziers, un détenu en fauteuil roulant parvient à frapper trois surveillants venus le maîtriser. **Début mai**, suite à une série de revendications des détenus (depuis novembre dernier), un prisonnier de Roanne met le feu à une cellule, des matons sont pris à partie et frappés par des détenus. **Début mai** toujours, des détenus du quartier maison centrale (QMC) de la prison de Lille- Annoeullin se retranchent dans un atelier où ils s'arment de ce qu'ils trouvent sur place pour se défendre. Deux jours plus tôt, un détenu s'était rebellé contre deux surveillants, leur causant des blessures graves. Dans la nuit du **3 mai**, le restaurant des surveillants de l'ancienne prison de Loosles-Lille est incendié, probablement volontairement, tandis que de nombreux tags insultant les matons sont retrouvés sur les murs d'enceinte. Le **9 mai**, un détenu de la prison d'Aiton (Savoie) tente de s'échapper lors d'un transfert par les pompiers suite à une fausse tentative de suicide. Après avoir aspergé de gaz ses surveillants, il tente de rejoindre la voiture où l'attendent ses complices, mais est finalement repris. Le **10 mai**, un homme s'évade lors de son transfert de Thionville (Moselle) au centre de détention d'Epinal (Vosges), profitant d'un arrêt sur l'autoroute, le cavaleur franchit les deux voies et disparaît dans la nature. Le **même jour**, un détenu de Fleury-Mérogis qui tente de s'évader pendant la « promenade » est repris à quelques mètres du dernier grillage séparant la taule de la cavale. Le **15 mai** à la taule d'Argentan (Orne), un détenu qui vient de sortir du quartier d'isolement fout une pastèque à un maton. Le **18 mai**, à l'occasion d'un tournoi de basket réunissant matons et détenus à Bercy, un prisonnier de Fleury-Mérogis parvient à se faire la belle, fêtant ainsi la première sortie de la nouvelle ministre de la Justice, qui venait prôner « formation et réinsertion ». Le **21 mai**, la famille d'un mineur enfermé à l'EPM de Lavour tente de rentrer en force dans la prison pour voir ce dernier, insultant les surveillants. Rebelote quelques jours plus tard, où trois personnes reviennent menacer de casser la gueule des matons et de tirer sur l'EPM, et se barrent quelques minutes avant l'arrivée des gendarmes. Le **23 mai** à Nancy (Meurthe-et-Moselle), un détenu s'échappe lors d'un transfert au tribunal, il est repris quelques jours plus tard à la gare Saint-Charles de Marseille, suite à une dénonciation anonyme. **Une semaine avant**, dans cette même gare, un homme détenu à Mulhouse échappe aux gendarmes qui l'escortent depuis l'Alsace pour le TGI de Marseille, où il devait être présenté à un juge des libertés et de la détention. Le **29 mai**, un détenu se fait la malle à Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône), suite à un transfert en centre hospitalier. Il se rend le lendemain, exigeant de changer de prison. Le **même jour**, c'est à Roanne (Loire), qu'un détenu réussit à prendre la poudre d'escampette, en se glissant parmi les visiteurs sortant des parloirs. Le **30 mai**, lors d'une extraction pour visite médicale, un détenu de la prison de Sarreguemines (Moselle) s'évade à l'aide de trois complices armés qui tirent sur le fourgon pénitentiaire. Le **30 mai** toujours, les sept détenus du centre éducatif fermé (CEF) de Combs-la-Ville (Seine-et-Marne) se mutinent, taguent et cassent les vitres du centre. 25 000 euros de dégâts, le CEF doit fermer, comme en février et mars derniers, après de nombreuses destructions.

- Dans la nuit du premier mai, le distributeur automatique de billets de l'agence Banque Populaire, située rue Estienne d'Orves au Pré-Saint-Gervais (Seine-St-Denis), a été incendié. Un communiqué revendiquant l'attaque est publié sur internet et rappelle que « la meilleure défense, c'est l'attaque ! » et qu'« aucune répression n'arrêtera nos mauvaises intentions ».

- Dans la nuit du 19 au 20 mai, le centre des impôts de Vigneux-sur-Seine (Essonne) est ravagé par les flammes. Pas loin de 80 m2 de bureaux sont réduits en cendres, et le centre doit fermer plusieurs jours. Les flics constatent des « traces d'effraction » sur une fenêtre, signe que l'incendie est volontaire. Bien joué.

- Etampes : le contrôle ne passe pas. Le 15 mai, en plein après-midi, les flics tentent de contrôler un groupe de jeunes gens posés dans un hall d'immeuble du quartier de Guinette à Etampes (Essonne). C'est la baston : les jeunes se rebellent, insultent les flics, un des mercenaires en uniforme chute à terre. Deux personnes sont embarquées, mais un de leur pote revient à la charge en caillassant les schmits. Une des pierres fait mouche sur le crâne d'un agent, mais le vaillant assaillant est lui-aussi arrêté après l'arrivée de renforts policiers. Le syndicat de flics Alliance commente : « Cette situation n'est plus tolérable, il faut sanctionner ces individus de manière exemplaire et dénoncer ainsi cette violence gratuite envers les agents de la force publique et l'autorité de l'Etat ». Coco, y'a pas de « violence gratuite » contre l'Etat, juste une violence nécessaire, celle d'une révolte nécessaire.

Incendies dans les prisons pour sans papiers

Vendredi 9 mars, au centre de rétention de Lyon Saint-Exupéry, un matelas est incendié. Suite à cela, 3 personnes sont condamnées à 6 mois avec sursis.

Jeudi 15 mars vers midi, au centre de rétention de **Palaiseau (94)**. Un incendie éclate dans une des chambres du Centre. Les retenus sont évacués à l'extérieur et contenus par les policiers du centre aidés de renforts. Une personne retenue s'est automutilée et a été transportée à l'hôpital d'Orsay. Il semble également qu'une bagarre ait éclaté au sein du centre, entre plusieurs retenus et les flics. Au moins deux personnes ont été conduites en garde à vue dans l'après-midi.

Une chambre et un couloir ont brûlé et les 30 places du centre sont inutilisables pour un petit moment. Les détenus seront transférés dans d'autres centres notamment à Vincennes. Il réouvre quelques jours après.

Le 21 mars, au centre de rétention du **Mesnil Amelot** près des pistes de Roissy, le bâtiment 4 du centre numéro 3 a brûlé et a dû être fermé. Il n'y a pas eu de blessés à priori. Une vingtaine de personnes a été transférée au centre numéro deux.

Rappelons que ces incendies à répétition dans les prisons pour étrangers n'ont pas seulement le goût salubre de la révolte dans ces moments où tout le monde baisse la tête. Ils ont aussi des conséquences bien concrètes sur la machine à expulser : moins de places en rétention, ce sont moins d'arrestations de sans papiers et moins d'expulsions en définitive... l'Etat ne s'y trompe pas et cherche à chaque fois à condamner des gens.

Il n'empêche que les révoltes continuent.

Solidarité!

[Extrait de Sans papiers ni frontières n°6, mars/avril 2012, journal mural]

Ils veulent des balances, ce sera pas nous !



Il y a quelques temps dans une ville d'Ile-de-France, deux flics en uniforme chopent physiquement un copain. Il est 7h du matin, et il descend l'escalier du métro. Le premier lui demande ses papiers, l'autre l'immobilise immédiatement par le bras. Ce n'est qu'un prétexte pour l'embarquer au commissariat.

Quelques minutes après être arrivé, on l'emmène dans un bureau où se trouve le même porc en civil qui avait déjà voulu lui poser des questions de façon officielle [Pour plus d'informations sur la première fois, voir *La police tombe sur un os* dans *Lucioles n°5*]. Comme la fois précédente, l'entretien tourne court. En voici un extrait:

- Tu étais où ces derniers temps ?
- Je suis là maintenant !
- Quelle est ton adresse postale ?
- Je n'ai pas d'adresse...
- Si t'en as une...
- Non, je dors à droite à gauche (...)
- Tu vis comment ?
- Je me démerde...
- On sait bien que tu es venu ici pour travailler, pour avoir des papiers, pour ramener de l'argent dans ton pays !
- Je suis pas venu pour ça, je suis venu pour voir.
- Arrête de penser qu'on est des méchants !
- (silence)
- Tu veux un café ?
- Non
- De l'eau ?
- Non
- Pourquoi tu n'acceptes pas ?
- Je ne veux pas donner mon ADN.
- Si on veut le prendre, on peut aller chez toi, même si t'as rien fait !
- Vas-y tu peux sortir !
- Donne-moi un papier de fin de garde-à-voir !
- Il n'y a pas de papier à te donner. C'est comme la première fois. (Il se lève)
- Lors de la prochaine arrestation, on n'en restera pas là !
- Moi, aussi je vais faire quelque chose !
- Tu vas faire quoi ? (énervé)
- ... je vais rentrer au bled, bien sûr ! (ironique)
- Même hors de France, on sait où te trouver...

Le lendemain, et jusqu'à aujourd'hui, des keufs en civil ont été grillés en train de suivre le copain dans la rue et le métro.

Ce n'est pas la première fois que la police tente de recruter des indics, des poukaves, des délateurs... des balances quoi, au sein des milieux squat, antifas ou pseudos anarcho-autonomes. Que ce soit à Paris, dans sa banlieue, à Lyon, à Notre-Dame-des-Landes ou en Belgique (une quinzaine de camarades interrogés de façon officieuse), les porcs aimeraient bien obtenir des renseignements ou recouper leurs propres observations, souvent grossières, pour faire tomber des camarades. Faire pression, faire du chantage lié à une situation sociale ou judiciaire, ou menacer de prison est monnaie courante un peu partout.

Face au silence sur ces histoires, à la peur ou la paranoïa, plusieurs camarades de différentes villes ont déjà choisi de rendre publics ces coups de pression et autres mesquines tentatives d'en faire des indics. A Paname, les chtars ont enlevé par surprise un copain dans la rue, suite à un premier refus de collaborer. Avec leur cerveau imbibé d'autorité, avec le fric des puissants qu'ils protègent, ils croient peut-être que tout s'achète et se vend, même les idées, même la dignité.

Dans leurs petits jeux dégueulasses, ce n'est pas seulement à quelques personnes qu'ils s'en prennent un peu partout. C'est aussi à un antagonisme social qui leur échappe en partie, à une rage qui tente de balayer ce système d'exploitation et de domination.

Que leurs coups de pression ne restent pas sans réponse !

Des ennemis de la police et de son monde

[Repris de Indymedia Nantes, 2 juin 2012.]

Vingt-deux, v'là les poney !

Il y avait la BST, les patrouilleurs, les associations de citoyens et de commerçants, les correspondants de nuit, les artistes et l'urbanisme, voilà maintenant au front de la guerre contre les pauvres... le poney-club.

C'est la dernière infâme trouvaille de la mairie (PS) du XVIII^e arrondissement pour chasser les pauvres de la porte-Montmartre. C'est Myriam el-Khomri, chargée de la sécurité à la mairie de Paris et élue dans le XVIII^e qui en parle : « C'est en voyant l'impact de la brigade équestre présente dans notre quartier depuis plusieurs week-ends que nous avons eu l'idée d'installer ce poney club. Nous voulons regagner du terrain avec cette opération positive qui donne le sourire et mobilise les habitants. Nous allons tenter de renouveler cette expérience ». Et rassurons-nous : « Nous cherchons d'autres idées pour occuper le terrain plus durablement », précise el-Khomri.

Ainsi les fameux « riverains », ceux qui voudraient établir des murailles entre leur « bien-être » de pacotille et les indésirables, tendent la matraque avec le pouvoir, qui n'attend que ça pour faire place nette. Comme à Belleville, ou aux portes de Montreuil et de Bagnolet, l'embourgeoisement des quartiers du Nord et de l'Est de Paris ne peut se faire sans opérations policières. C'est assurément dans cette catégorie qu'on peut ranger cette ultime dégueulasserie de gauche, visant à dégager le marché sauvage installé dans la rue piétonne Binet, en bordure du périphérique. Comme un aperçu de ce que seront ces cinq ans, car le pouvoir a beau se parer de multiples couleurs, il n'a qu'une seule face. Une face de mort.

Les poneys dans les plaines, la gauche en pâture.

Grigny : ni flics... ni journalflics

Nous avons relayé dans le précédent numéro les différentes attaques contre les flics et les travaux visant à restructurer le quartier de la Grande-Borne à Grigny (Essonne). La belle série se prolonge, avec cette fois des journalistes pris pour cibles. C'est d'abord une journaliste bossant pour la radio RMC qui est prise à partie physiquement et dont le matériel est dérobé. Puis c'est au tour d'une équipe de France 3 de constater que leur présence dans le quartier est jugée indésirable, lorsque des personnes cagoulées leur tombent dessus, barres de fer et pierres à la main, leur chipant également leur matos. France 3 a d'ailleurs porté plainte.

Dans le même temps, toujours à la Grande-Borne, un gardien d'immeubles gérés par l'Opievoy (bailleur social d'Ile-de-France) a été lui aussi frappé à coup de barres de fer par une quinzaine de personnes. L'Opievoy a aussi porté plainte.

Dure dure la pacification sociale parfois...

Composte le contrôleur à coup de fourchette !



On apprendait récemment en lisant le torchon qui sert de quotidien local, que les opérations de contrôle des billets dans le métro avaient été « partiellement suspendues » dans quelques grandes gares de la capitale (gare du Nord, Châtelet-les-Halles, Montparnasse, Saint-Lazare, etc.), et ce durant la quinzaine de jours couvrant la grande messe citoyenne. C'est en tout cas ce que révèlent les syndicalistes indignés de SUD-RATP, qui s'empressent de dénoncer cette « trêve des contrôles », la jugeant « basement électoraliste ».

Officiellement, la direction des transports parisiens a envoyé au S2C (nom du service consacré aux contrôles) une note demandant aux vils agents en vert de lever le pied sur les contrôles. Les uns agitent (avec angoisse, de leur côté) le souvenir de la belle émeute survenue gare du Nord en mars 2007, juste avant les élections. Ce jour-là, tout le monde s'en souvient, des personnes avaient d'abord soutenu un gars qui fraudait les transports (qui ne le fait pas?) et qui, chopé par ces misérables contrôleurs, résistait à l'arrestation. Une bataille rangée, impliquant des centaines de personnes, s'était déclarée contre les flics arrivés en masse pour reprendre le contrôle de la zone. Charges et contre-charges, énormes pots de fleurs balancés d'en haut sur les condés, début de bordel jusque dans la rue. Les rançonneurs de la RATP et leurs amis flics, sans compter les porcs de la RATP-Sûreté, s'étaient mangés la monnaie de leur pièce le temps de quelques heures. Mais c'est bien tous les jours que ces merdes font face à la

rébellion de personnes qui en ont marre de se faire trimbaler de taudis en turbin, de devoir payer pour ça, sous l'œil de milliers de caméras et de centaines de flics et d'agents en tout genre. On en a encore eu un exemple le soir du second tour des élections à la gare de Saint-Denis, où quelques molosses de la sûreté ferroviaire ont été pris à parti par des personnes voulant les déloger. On en est bien conscient à la RATP, qui rappelle qu'un contrôleur sur quatre (soit 328 sur les 1200 que compte le réseau) s'est déjà fait mettre à l'amende dans l'exercice de ses fonctions, et que ces « incidents » sont de plus en plus nombreux. Selon les estimations de la boîte (on restera donc dubitatifs là-dessus), la fraude représenterait quelques 60 millions d'euros par an. Et c'est bien fait.

Non les « transports en commun » ne sont pas une chose neutre, au « service de tous ». Ni plus ni moins que les trains à grande vitesse ou les trains « classiques ». Il suffit de lire « Alstom », « Bombardier » et « Areva » à l'intérieur des wagons, de penser aux puces RFID insérées dans les cartes de transport qui permettent de vous suivre à la trace, de voir la tronche que tire la quasi-totalité des gens qui doivent se taper ces boîtes à sardines chaque foutu jour, allant ou rentrant du turbin vers sa cage à poules, d'y croiser la soldatesque du plan vigipirate (qui sont là avant tout pour contrôler et dissuader), d'y apercevoir les commissariats intégrés dans les gares (comme à gare du Nord, qui en compte même plusieurs), d'avoir à faire aux crevures en vert qui vous tombent dessus à cinq ou dix dans les couloirs et vous rackettent, d'être harcelé par les horribles publicités et les magasins tout aussi intégrés dans cet espace marchand comme tous les autres que compte la société.

Et les syndicalistes qui défendent becs et ongles ces moyens de transport de la chair à travail ne sont rien d'autre que ces agents qui concentrent sur leur uniforme et leur fonction la colère de milliers de personnes contre cette vie merdique. Une colère qui ne connaît et ne connaîtra pas, elle, de trêve.

Un compagnon perquisitionné

Ce matin du 15 mai à 6h, une équipe de quatre flics de la BRDP (Brigade de Répression de la Délinquance à la Personne) a effectué une perquisition chez Dan, un compagnon habitant à Belleville. Cette perquisition fait suite à de nombreuses tentatives restées sans réponses : courriers simples, lettres avec recommandé, coups de téléphone, convocation de proches... [Voir le texte « *Nouveau coup de pression suite à un tract* » dans le numéro précédent].

Les flics cherchent toujours les auteurs du tract « Correspondants de nuit, des agents de la guerre aux pauvres » [Publié dans *Lucioles* n°1]. Jusqu'à 7h30, ils ont

réalisé une audition concernant deux procédures différentes : une enquête préliminaire pour « provocation à la commission d'une infraction non suivie d'effet », ainsi qu'une commission rogatoire pour diffamation, apparemment sous l'impulsion de la mairie de Paris, qui pour accélérer la procédure, n'aurait pas hésité à payer la justice (1500 euros, dixit les flics). L'instruction principale est menée par Anne-Julie Paschal.

Un ordinateur ainsi qu'un disque dur externe ont été saisis et placés sous scellés, quelques photos ont été prises dans l'habitation du compagnon. Ils ont également pris l'identité d'une compagne présente dans l'appartement.

Et qu' ça brûle !

D'une pierre, deux coups : en plus de faire chier par la saisie du matériel, les flics savent bien qu'ils vont réussir à perturber et retarder la réalisation et la sortie de *Lucioles*, bulletin anarchiste de Paris (qui risque fort de sortir un peu plus tard...).

Alors que six camarades sont actuellement jugés au TGI de Paris, notamment sous l'inculpation « d'association de malfaiteurs à visée terroriste », que tant d'autres affaires s'éternisent (Chambéry, Labège, « machine à expulser»...), et que partout dans le monde, en Europe et ailleurs, des anarchistes se trouvent dans le collimateur de l'Etat, la répétition de ce genre de banals coups de pression n'étonnera personne.

Même pas peur ! A bas l'Etat et ses laquais.

Quelques contributeurs au journal Lucioles.

N.B. : La BRDP, qui se présente elle-même comme une « antichambre de la section antiterroriste » (dixit les flics) est spécialisée dans la répression de la diffamation, jusqu'à la menace nominative. Ils se sont déjà illustrés pour leur enquête sur le texte « Analyse d'un dossier d'instruction antiterroriste » dans laquelle ils avaient interrogé un compagnon soupçonné d'animer le blog «Même pas peur», puis Olivier et Camille lors de leur arrestation en janvier 2011 par la section antiterroriste.



On commence la série « combustions (plus ou moins) spontanées » avec un bus RATP qui part en fumée début mars. Vide et en stationnement sur la place Gambetta (XXe arrondissement), c'est

d'abord le moteur qui s'échauffe et dégage de la fumée. Le temps que le conducteur réagisse, c'est trop tard ; les flammes gagnent du terrain et les pompiers n'y pourront rien non plus. Aucun blessé. Restent de cet incendie qui « semble » accidentel, une carcasse carbonisée et un gros bordel dans le quartier toute une matinée. Encore un tas de merde qu'on ne pleurera pas.



Après les amuses-bouches, le plat principal, autrement plus savoureux à tous ceux qui trouvent l'autorité indigeste.

Le matin du premier avril, c'est au tour du commissariat central du XIIIe arrondissement de se faire chatouiller par le feu. Démarré vers cinq heures du matin dans un bureau, l'incendie progresse rapidement, et il faudra 150 pompiers pour en venir à bout, mais fort heureusement trop tard : le bâtiment est



encore « debout », si l'on peut dire, mais il sera inutilisable pour un bon bout de temps. Un court-circuit, paraît-il...Quelle guigne ! Sept flics ont été intoxiqués par la fumée, et les autres, anxieux à l'idée de rester trop longtemps sans gardes-à-vue et sans interrogatoires, sans aveux arrachés et sans prises d'ADN, dénoncent la « vétusté des locaux ». Mais tout le monde ne s'en plaindra pas.

**« Dans l'treizième arrondissement
On vend tout au plus offrant..
Y'avait un commissariat
Et maintenant il n'est plus là.
Un incendie fantastique
N'en a pas laissé une brique »
etc, etc...**

Mordre la main du flic

Début mai, Gare du Nord à Paris. Nid de flics, de caméras et de contrôleurs, de militaires et de vigiles. L'un d'eux, finissant le travail, laisse son chien sans muselière et sans attache. A élever un animal pour le faire devenir chien de garde, dans un endroit aussi déprimant qu'une gare, qui plus est maintenu en cage une bonne partie de la journée, quoi d'étonnant à ce qu'il pète une durite et chope la rage ? Surtout lorsque deux pandores s'approchent pour contrôler le vigile, qui dit ne pas avoir ses papiers sur lui, et tentent de l'amener dans l'un des commissariats de la gare. Le vigile lâche alors le malinois et tente de prendre la fuite. Notre canidé en furie, qui n'a pas besoin d'ordre pour cela, ne se laisse pas démonter et attaque. Il chope un flic et le mord à la jambe et au bras, avant de prendre les pattes à son cou. Dans la course, un passant qui voulait maîtriser le chien est lui aussi mordu. Alors les flics dégainent et abattent l'animal. Une des balles finit sa trajectoire dans la cheville d'une passante. Elle aurait pu finir ailleurs. Un « ricochet » selon la formule consacrée des versions policières dans ce genre de mauvaise affaire.



Des passants alertés par la scène se ruent sur place, et face au corps recouvert d'un drap, demandent aux témoins s'il s'agit bien du corps d'un animal. Question pertinente. Quand on sait que la police assassine surtout des humains, et réclame depuis peu une loi lui accordant la « présomption de légitime défense », c'est-à-dire le per-

mis de tirer et de tuer en quasi-toute-circonstance, comme l'ont déjà les gendarmes, qui ont le droit d'abattre une personne en fuite. Devoir cavalier pour échapper aux sbires de l'État est une chose bien courante, au moins lorsque l'on a pas la bassesse de se revendiquer honnête et innocent citoyen n'ayant rien à se reprocher. Cela pourrait être une sorte de fable, pas marrante du tout. L'Etat nous traite et nous abat comme des chiens enragés.

Le vigile en question, rattrapé et placé en garde-à-vue, était sans papiers, recruté par un employeur pour lui faire surveiller un chantier.

Alors nique les flics et tous les vigiles, avec ou sans papiers.

• Massy : responsables ou non, les flics sont haïs. Dans la nuit du 23 au 24 mai, deux personnes chutent d'une moto à Massy (Essonne) ; le conducteur meurt, le passager est grièvement blessé. Dans la foulée, une rumeur met en cause les flics, et il n'en faut pas plus pour que des affrontements démarrent dans le quartier des Grands Ensembles, qui vont durer plus d'une heure. Des voitures sont défoncées et retournées pour bloquer les rues, des poubelles incendiées. Il faudra l'intervention d'une grosse centaine de keufs (BAC, CRS, compagnies d'intervention et de sécurisation) pour ramener la paix. La nuit suivante, rebelote, avec cette fois des jets de boules de pétanque et des tirs de mortiers sur les bleus. Deux jours plus tard, c'est un gymnase qui part en fumée. Celui-là même qui, ironie de l'histoire, remplaçait un autre gymnase incendié lors des émeutes de 2005. La même nuit, la vitrine d'une agence d'assurance est défoncée.

• Le 25 juin, cinq flics en civil pensant pouvoir se balader tranquillement dans un supermarché à Sceaux (Hauts-de-Seine) sont reconnus par trois personnes qui les attaquent. Un premier flic est blessé à l'omoplate par un coup de tournevis habilement porté. Dans la baston qui suit, cinq autres keufs venus en renfort sont aussi blessés. Les trois personnes se font finalement choper et placer en garde-à-vue.



Parias

Il y a quelques temps, une brigade spécialisée dans la répression des personnes identifiées

comme Roms s'était créée dans nos belles contrées de béton parisiennes. Constituée de 8 officiers de police roumains en place à la préfecture depuis septembre dernier chargés d'aider leurs clones français à enquêter sur les « réseaux de délinquants » d'origine roumaine, elle avait été renforcée dès le 28 novembre d'une « Unité de lutte contre la délinquance itinérante ». Celle-ci se composait de 32 patrouilleurs également roumains, accompagnés d'agents parisiens, chargés d'interpeller en premier lieu des personnes assimilées comme Roms, surtout aux abords des grands sites touristiques. Près de 1000 personnes auraient été ainsi identifiées jusqu'au 31 janvier, où ces patrouilleurs ont été relevés de leur précieuse mission. Pour ce qui est de la dizaine d'inspecteurs affectés au traitement des affaires judiciaires, ils devraient rester en poste au moins jusqu'à l'été 2012.

Afin de redorer un peu le blason de cette collaboration, la Préfecture de Police a exhibé quelques affaires auxquelles ils ont contribué, notamment le démantèlement d'un réseau de proxénétisme au bois de Boulogne, à la suite duquel quinze personnes ont été placées en détention. Mis à part quelques coups de filets très médiatiques dans le genre, la grande majorité des « délits » conduisant à une interpellation relève plus du petit larcin et de la misère qui en est la cause comme le vol à la tire, le vol de cuivre, l'arnaque au porte à porte ou le cambriolage, la « mendicité agressive », ou la vente sauvage. L'idée était sans-doute aussi d'essayer de limiter de trop grandes concentrations de misère pendant la période de fêtes, ce qui n'est évidemment pas non plus pour déplaire aux commerçants des principaux quartiers touristiques, car au cours de la même période, plusieurs arrêtés anti mendicité ont également vu le jour dans les Ier, VIIIe et IXe arrondissements. Ceux-ci sont d'ailleurs maintenus dans les deux premiers jusqu'au 21 juin 2012. Sur les Champs-Élysées, l'arrêté a été relevé le 6 janvier, au grand dam de ces cloportes assoiffés de thunes que sont les commerçants et les associations de l'avenue la plus luxueuse de Paris. Cela n'a pas empêché ce bon vieux Gaudin (ex-Préfet de Police de Paris) de se féliciter des 220 contraventions dressées à l'encontre de personnes accusées de mendicité sur ce secteur depuis la mise en place de l'arrêté.

Afin de faire un peu passer la pilule on présente tout cela comme une Organisation constituée de hors-la-loi: « Chaque clan a ses spécialités, et les plus jeunes sont placés en première ligne » dixit Gilles Beretti, le commissaire divisionnaire en charge de l'unité. Selon lui autour de 400 enfants Roms ont été interpellés ou contrôlés à Paris durant

la durée de l'opération et au cours de l'année 2011, ce sont près de 10000 ressortissants roumains qui ont été arrêtés à Paris. Le journaliste du Parisien auquel il s'adresse n'hésite pas à en rajouter une couche, parlant d'une « délinquance protéiforme, encadrée par des réseaux bien structurés qu'il faut patiemment remonter jusque dans les villages les plus reculés de Roumanie ».

Cette bonne vieille peur de l'étranger vise sans-doute à nous rendre encore plus méfiants vis-à-vis de ces personnes dont le mode de vie nomade basé sur des moyens d'existence illégaux et qui ne rapportent rien à l'État diffèrent des modes de vie conventionnels. On agite ainsi l'épouvantail de dangereux « délinquants » appuyés par de solides réseaux mafieux, attendant le moment propice pour détrousser les braves et honnêtes passants. Ils sont ainsi perçus comme de mauvais pauvres et non pas comme de simples pauvres parmi les pauvres, comme des pauvres sur lesquels les autres pauvres peuvent se défouler, oubliant ainsi les véritables ennemis.

Peut-être faut il comprendre cela à la suite de la campagne anti-Roms appuyée sur la circulaire sur l'évacuation des campements illicites qu'avait pondue Hortefeux en 2010 et toute la violence qui l'accompagne ; qui au passage ne se distingue pas particulièrement du traitement réservé aux pauvres de toutes origines. Le pouvoir aura voulu encore porter atteinte à l'image déjà bien mauvaise des gens assimilés comme « Roms » en général et ce ne sont pas les quelques mobilisations citoyennes qui ont permis de la dépasser. Ils ne se sont jamais privés d'expulser des camps entiers de la manière la plus grossièrement policière, voir même de les brûler entièrement, de tabasser, d'expulser, d'incarcérer et le fait d'appuyer sans cesse sur la « délinquance » ne peut qu'aller dans ce sens.

Récemment plusieurs camps ont été touchés par des incendies en région parisienne ; un le 21 mars à Corbeil-Essonnes, un à Massy, le 26 mars et encore un autre le 31 mars à Bagnoletole intoxicant deux personnes. Les deux premiers incendies ont été, moins d'une semaine après, suivis d'une évacuation pour le camp de Corbeil, dont les anciens habitants ont été (provisoirement) entassés dans un gymnase, et d'une expulsion pour celui de Massy puisque le territoire qu'il occupait appartenait à l'Etat. Précisons également que si les incendies de Bagnoletole et de Corbeil étaient supposés être d'origine accidentelle, celui de Massy aurait été provoqué par un cocktail Molotov d'après plusieurs habitants du camp. Il n'est pas rare d'entendre parler de ce genre d'horreurs, mais la courte période de temps qui sépare les différents incendies et procédures d'évacuation ou d'expulsion en dit long sur la haine trop partagée contre ces indésirables. **Ni Police ni charité !**

Emporté par la foule...



Parfois, observant les foules humaines qui se forment dans les grandes villes, il m'arrive de sentir monter une certaine angoisse. Cela peut même se muer en un véritable sentiment de panique. Les gens que je perçois sont alors réduits pendant un instant à l'état de variations d'une même masse humaine qui glisse comme une eau trouble sur les pavés ; une seule entité distante et hostile de laquelle je suis exclu. Pour faire un peu plus le détail de cette sensation, cela ressemble à une contraction ; on se sent étourdi et compressé, ramené à un isolement, une fragilité. Si la sensation elle-même prend d'un coup, elle peut aussi avoir mûri pendant un bon moment à force d'évoluer dans un paysage bien terne ; les grandes rues, les places, les couloirs de métro prennent alors la forme de déserts où chacun semble errer. Certaines heures s'y prêtent mieux aussi ; l'heure matinale par exemple, et toutes ses mines basses et affligées, figées dans la routine. Une telle angoisse ne serait pas bien rendue sans parler de l'absurdité qui l'accompagne. Les autres

semblent réduits à l'état de passants perpétuels ou de pantins qui tournent comme des mouches autour d'une lampe.

Une fois dissipée la pesanteur de la masse, on retrouve soudain chez les autres toutes les petites distinctions qui s'étaient perdues un moment et on remarque comment tout le monde se scrute, se renifle. On a alors à faire au grand bal des identités avec tous ses codes et ses rituels. Ce ne sont toujours pas des individus qui marchent, mais des religions, des origines géographiques, des couleurs de peau et des modes vestimentaires. De la tête aux pieds, tout est signe d'appartenance. On retrouve bobos, cadres dynamiques, lookés hip-hop, hippies, punks, nouveaux riches et toujours pauvres, bref tous ceux qui affichent des signes extérieurs identitaires.

Ainsi, on est encore loin d'avoir à faire à des individus. Maintenant, on retrouve de soi chez les autres, mais

uniquement comme des instruments de comparaison, les gens ne semblent exister qu'en tant que produits de la masse, par des symboles. La lourdeur permanente des rapports humains, renforcée par les distances qu'imposent tous ces clivages peuvent cyniquement nous repousser vers l'isolement. Il n'y a pas de certitudes quant à la manière d'affronter une telle lourdeur, on a beau la sentir nous ronger petit à petit à force d'agacements, de frustrations, de mesquineries, elle donne parfois envie à certains de se laisser aller vers une haine de tout ce qui n'est pas eux, de tout ce qui ne leur ressemble pas.

Écouter ses désirs et ses rêves sans en avoir peur ou honte, partir de soi en tant qu'individu, et déjà moins d'obstacles nous sépareront de notre liberté.

Contre la tyrannie des foules.

Brûler la peur

Les réactions que peuvent susciter de temps à autres nos idées dans la rue me laissent souvent un goût amer. La plupart des gens ont beau facilement concéder qu'ils n'apprécient pas la vie qu'ils mènent, qu'ils sont blasés et déprimés à l'idée de subir jusqu'à leur mort ce monde pourri, ils semblent pourtant prêts à le défendre bec et ongles contre ceux qui voudraient réellement s'en prendre à lui. « On veut bien critiquer tout mais par pitié pas d'incertitude, laissez-nous tranquilles, laissez-nous nos précieuses motivations de l'instant qui pourront nous maintenir dans notre petit confort merdique ». Finalement on est un peu ici en transit comme dans le métro ; on attend en espérant arriver comme prévu, mais au fond, cela ne dépend pas de nous. Aussi dès lors qu'on parle sincèrement d'attaquer ce monde, en s'attaquant aux mécanismes qui le produisent, on doit se préparer à essayer nombre de sarcasmes et de remarques méprisantes auxquelles on peut parfois préférer la franchise des insultes.

Ce qui semble le plus embarrasser, outre le fait de mettre en avant l'attaque et la conflictualité, c'est qu'on ne présente rien de certain ni de prêt-à-vivre pour un quelconque futur. Une pareille incertitude fait naître chez beaucoup de gens la peur d'un chaos pur et simple. « Les foules d'inconnus auxquelles nous sommes confrontés tous les jours se changeraient subitement en hordes de barbares s'il n'y avait plus l'Ordre pour les tenir en laisse. N'importe qui pourrait m'attaquer, me détrousser ou me violer et je ne pourrais compter que sur moi-même pour me défendre. « Ne savez-vous pas que derrière les sourires accortés de vos voisins se cachent en fait de véritables bêtes assassines ? ». Cette vision des choses, largement répandue, ne montre-t-elle pas l'état de tension permanent dans lequel nous sommes maintenus ? Ne montre-t-elle pas aussi à quel point nos petites vies civilisées nous ont rendus ignorants et méfiants de tout ?

De nombreux exemples de cruauté humaine sont souvent évoqués lorsque nous parlons de liberté ou de révolution. Les gens ont peut-être en tête toutes les horreurs commises au cours des guerres civiles et des affrontements entre factions, ethnies,

religions ou armées rivales qui n'ont jamais déçu jusqu'à nos jours. « Forts de cette expérience, pourrait-on nous dire, comment ne pas envisager qu'une volonté de libération totale signifie autre chose que le pire dont nous sommes capable? La liberté c'est la loi du plus fort, si on ne vous l'a pas assez répété ». Nous devenons ainsi de dangereux illuminés, des aspirants aux massacres ou des adorateurs de Satan. Je ne trouve pour ma part souvent pas grand chose à rétorquer à ces gens et à leur vision rétrécie de l'humanité.

Je sais que les humains sont capables de beaucoup de choses et loin de moi l'idée de vouloir définir une nature qui les caractériserait plus qu'une autre. Mais l'idée justement, ce n'est pas d'instaurer un état de peur permanent, c'est de se rendre capable de dépasser en la confrontant à la volonté de liberté. Une révolution, si elle est empreinte de sens, est justement l'occasion de créer de nos mains ce qui sans elle n'aurait jamais été possible. J'ai l'impression pour ma part de constater en permanence les ravages de la peur et de l'incertitude que la société tente d'insuffler chez moi comme chez les autres et j'ai le désir de m'en défaire.

Restez donc accrochés à vos rêves de civilisation qui se nourrissent de la peur du barbare et qui n'ont jamais servi qu'à agrandir l'étalage de la connerie. Mais qu'a-t-elle fait pour vous, cette foutue civilisation? Elle vous a donné la liberté de vous vendre comme des esclaves aux plus ou moins offrants, elle vous a rendus libres de dépendre de l'Etat et de ses lois. La liberté n'est pas quelque chose qui aveugle, au contraire elle veut ouvrir les yeux et tous les sens avec elle.



Aux récalcitrantes, aux passionnées,



À celles qui en ont ras-le-cul de se faire emmerder, harceler, de jour, de nuit, au travail, dans la rue ou par "leur" mec. À celles qui veulent embrasser leur copine dans le bus. À celles qui ne se satisfont pas de l'univers cloisonnant du couple. À celles pour qui les relations sexuelles ne sont ni obligatoires ni sacrées. À celles qui décident de se contrefoutre des normes de beauté. Aux "garçons manqués". À celles qui se battent contre les médecins pour être avortées et/ou stérilisées. À celles qui ne se laissent pas imposer fringues, horaires et mode de vie. À celles qui aiment regarder les étoiles. À celles qui refusent d'être réductibles à ce qu'elles ont subi. À celles qui sont contre toutes les prisons. À celles qui s'organisent pour riposter aux agressions en dehors de la médiation de l'État. À toutes celles qui se croyaient fragiles et se surprennent régulièrement de leur force. À celles qui ne laissent à personne, homme ou femme, la possibilité de parler en leur nom (parti, syndicat, association).

À toutes celles qui ne veulent pas s'intégrer dans cette société, ses casernes, ses usines et ses supermarchés.

Aux survivantes, aux trop vivantes, qui ne veulent pas l'égalité mais la réciprocité des rapports. À celles qui sont pleines d'envies mais qui n'osent pas. À celles qui décident de prendre la thune là où elle se trouve. À celles qui ne reconnaissent aucune forme d'autorité, d'où qu'elle provienne (patron, État, religions, famille, mec). À toutes celles qui ne sont pas et ne seront jamais flics, matonnes, ou présidentes de la République. À toutes celles qui ne se ressentent pas être "femme". À celles pour qui ne plus être dominée ne signifie pas devenir chef mais combattre tous les rapports de dominations. À celles pour qui ne pas gagner ne signifie pas être vaincue. À toutes celles qui pensent que la liberté des unes étend celle des autres.

Aux anti-autoritaires et à celles qui sentent qu'il y a plus d'aventure à vivre dans la tentative passionnée de détruire ce qui nous détruit que dans ces vies moroses...

*assez de vains soupirs immondes,
finissons-en avec ce monde.*

[Tract d'appel à une marche de nuit non-mixte en mai 2012, trouvé à Belleville]

Contribuer ?

Lucioles est ouvert à tout type de contributions:

- On peut contribuer à son élaboration en nous envoyant des textes (forcément courts), des informations locales ou encore des images (comme des tags relevés, etc.) qui seront publiés, ou pas, selon les choix de la rédaction.
- On peut contribuer à sa réalisation, en l'achetant à un prix de votre choix qui fera plus que de rembourser l'exemplaire en question ou en nous envoyant un chèque de soutien. Ou bien si vous êtes routiniers de ces choses là, en organisant concert ou bouffe de soutien, présentation du bulletin et autres événements. Le bulletin survivra notamment grâce au soutien matériel de ceux qui y trouveront un (leur) intérêt, nous l'espérons.
- On peut contribuer à sa diffusion, en le déposant dans des librairies, bars, squats, salles de concert, laveries ou dans son lieu de travail, en le diffusant à ses proches, en le faisant tourner de la main à la main. On peut aussi le tirer soi-même à partir du fichier PDF que vous trouverez sur le site du journal: <http://luciolesdanslanuit.blogspot.com>
- Vous serez aussi d'une grande aide en nous envoyant des traductions dans d'autres langues des articles de Lucioles, notamment des traductions vers le chinois et l'arabe des editos et tracts.

Pour tout cela, entrez en contact:
lucioles@riseup.net



luciolesdanslanuit.blogspot.com
lucioles@riseup.net